

DANS L'ACTUALITE du 23 au 26 janvier 2015

### Textes officiels

JORF n° 0021 du 25 janvier 2015

Répartition de l'aide publique aux partis et groupements politiques pour l'année 2015

[Décret n° 2015-53 du 23 janvier 2015 pris pour l'application des articles 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique](#)

JORF n° 0020 du 24 janvier 2015

Dépénalisation du stationnement payant. Création d'une nouvelle juridiction administrative

[Ordonnance n° 2015-45 du 23 janvier 2015 relative à la commission du contentieux du stationnement payant](#)

Règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la métropole d'Aix-Marseille Provence

[Ordonnance n° 2015-50 du 23 janvier 2015 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la métropole d'Aix-Marseille Provence](#)

### Projet de loi

Croissance et activité : examen en séance publique du projet de loi

Lundi 26 janvier à 16h, l'Assemblée commence l'examen du projet de loi pour la croissance et l'activité.

[Rapport](#) n° 2498 déposé le 19 janvier 2015

[Tome I](#) - Examen des articles : volume 1 (titre I) (mis en ligne le 24 janvier 2015 à 1 heure 35)

[Tome II](#) - Tableau comparatif (mis en ligne le 22 janvier 2015 à 21 heures 15)

[Annexe 0](#) - Texte de la commission (mis en ligne le 19 janvier 2015 à 20 heures 15)

[Volume 2](#) - Tome 1 : Examen des articles (titres II à IV) (mis en ligne le 24 janvier 2015 à 2 heures 20)

Le statut de l'élu validé par l'Assemblée nationale

[Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat, modifiée en 2<sup>e</sup> lecture par l'Assemblée nationale le 22 janvier 2015, TA n° 466](#)

Nouvelle organisation territoriale de la République : le troisième volet de la réforme territoriale devant le Sénat

[Vendredi 23 janvier, le Sénat a terminé l'examen de l'ensemble des articles et amendements du projet de loi. Les explications de vote sur ce texte sont prévues mardi 27 janvier 2015 à 14h30. Les sénateurs voteront par scrutin public sur le projet de loi.](#)

Source : [senat.fr](http://senat.fr) du 23/01/2015

Réforme territoriale

[Assemblée nationale - Proposition de loi n°2520 visant à assouplir le mécanisme dit du « droit d'option départemental » - 22 janvier 2015](#)

Source : [assemblee-nationale.fr](http://assemblee-nationale.fr) du 21/01/015

### **Jurisprudence**

Lorsqu'une loi nouvelle institue, sans comporter de disposition spécifique relative à son entrée en vigueur, un délai de prescription d'un droit précédemment ouvert sans condition de délai, ce délai est immédiatement applicable mais ne peut, à peine de rétroactivité, courir qu'à compter de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle

[CE 21 janvier 2015 EURL 2B, req. n° 382902](#)

Perte de chance d'obtenir un marché et condition d'urgence

[CE 19 janvier 2015 société Ribière, req. n° 385634](#)

## Réponse ministérielle

Question écrite Sénat n° 13302 - 15 janvier 2015 - [Préparations naturelles et entretien des bâtiments publics](#)

Question écrite Sénat n° 2433 - 15 janvier 2015 - [Diagnostic des sols des écoles situées sur d'anciens sites industriels](#)

## Vu par ailleurs

L'examen du projet de loi Macron va pouvoir débiter à l'Assemblée

[Après l'examen par une commission spéciale de ses 106 articles, après 82 heures de débat et après l'adoption de 495 amendements \(174 pour le titre I « Libérer l'activité », 165 pour le titre II « Investir » et 156 pour le titre III « Travailler »\) sur les 1793 déposés, le projet de loi désormais nommée « pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques » est examiné en séance publique à l'Assemblée nationale à partir du 26 janvier. Présentation des mesures concernant la construction.](#)

Source : le Moniteur du 23/01/2015

Déploiement des TIC : le projet de loi Macron assouplit les réglementations

[Le projet de loi pour la croissance et l'activité qui sera examiné en séance publique à partir du 26 janvier comporte de nombreuses dispositions consacrées au numérique et aux nouvelles technologies.](#)

Source : localtis.info du 23/01/2015

Contrat public

Si tu es trop petit pour conclure le contrat, tu ne contesteras point

[Un tribunal de grande instance a considéré l'action d'un requérant irrecevable en référé précontractuel dans la mesure où il n'était, en réalité, pas en mesure d'exécuter la prestation, objet du marché global. Dès lors, il n'avait pas intérêt à agir contre la procédure de passation lancée par un organisme soumis à l'ordonnance de 2005.](#)

Source : achatpublic.info du 26/01/2015

Urbanisme

Un rebondissement judiciaire repousse encore le sort de la tour Triangle

Alors que l'adjoint au maire de Paris en charge de l'urbanisme, Jean-Louis Missika, avait indiqué, le 22 janvier que le projet de construction de la tour Triangle légèrement amendé pourrait repasser devant le Conseil de Paris au mois d'avril, une décision du tribunal administratif de Paris de transmettre au Conseil d'Etat la question prioritaire de constitutionnalité (QPC) du groupe UMP parisien portant sur le vote chahuté du Conseil de Paris sur la Tour Triangle, pourrait le repousser à bien plus tard.

Source : le Moniteur du 23/01/2015

Etude « Contrat et urbanisme »

Etude du GRIDAUH et de l'Ordre des géomètres-Experts : "contrat et urbanisme" – décembre 2014

Source : gridauh.fr

Environnement

Transition énergétique : la commission des finances du Sénat remet à plat le financement de l'électricité "verte"

La commission des finances du Sénat a apporté le 21 janvier plusieurs modifications au projet de loi relatif à la transition énergétique dont elle était saisie pour avis. Elle souhaite notamment une réforme de fond de la contribution au service public de l'électricité (CSPE) et des précisions sur les modalités d'exercice des sociétés de tiers financement majoritairement détenues par les collectivités territoriales et chargées d'octroyer des crédits aux particuliers et aux copropriétés réalisant des travaux de rénovation énergétique.

Source : localtis.info du 23/01/2015

Collectivité territoriale

**Pour faire face à la baisse de leurs ressources, les intercommunalités font feu de tout bois**

L'Assemblée des communautés de France (ADCF) organisait le 21 janvier à Paris une rencontre sur les finances locales dans le nouveau contexte de réduction des dotations de l'Etat. Avec pour mot d'ordre celui de tout faire pour ne pas sacrifier les investissements les plus nécessaires. Pour répondre à ce défi, les intercommunalités peuvent mobiliser une multitude de leviers : mutualisation, optimisation des bases fiscales, adaptation des périmètres de leur action... Le plan de reprise européen pourrait également apporter une petite bouffée d'oxygène.

Source : localtis.info du 23/01/2015

**Feu vert du Sénat à une Métropole du Grand Paris moins ambitieuse**

Le Sénat a donné son feu vert dans la nuit de jeudi à vendredi 23 janvier au projet gouvernemental d'une Métropole du Grand Paris, moins ambitieuse et plus décentralisée. Personnalité juridique, maîtrise de l'impôt local et responsabilité du plan local d'urbanisme reviennent à des établissements publics territoriaux, gérés par des conseils de territoires recouvrant au moins 300 000 habitants.

Source : le Courrier des maires du 23/01/2015

**Métropole du Grand Paris : fragile compromis au Sénat**

Le Gouvernement et la chambre haute sont parvenus, dans la nuit du 22 au 23 janvier 2015, à s'entendre sur le maintien jusqu'en 2020 d'intercommunalités à fiscalité propre.

Source : la gazette des communes du 23/01/2015

**Avenir commun pour les métropoles de Montpellier et de Toulouse**

Jean-Luc Moudenc, maire UMP de Toulouse, et Philippe Saurel, maire divers gauche de Montpellier et président de la métropole de Montpellier, ont installé ensemble à Toulouse, ce vendredi 23 janvier, la métropole toulousaine. Le 12 janvier, dernier, ils s'étaient retrouvés à Montpellier pour la même cérémonie. Les deux élus veulent parler d'une seule voix face à la future grande région Languedoc-Roussillon.

Source : la gazette des communes du 23/01/2015

Transport

**ZAD : la carte de France des projets et chantiers menacés par les activistes**

[Quelque 32 chantiers et projets de BTP sont menacés par les zadistes. Ces activistes écologistes créent des « Zones à Défendre » et s’y installent pour bloquer les travaux. Le Moniteur.fr dresse la carte de France de ces sites bloqués ou menacés de l’être.](#)

Source : le Moniteur du 23/01/2015

### **Vu dans les revues**

AJDA n° 2-2015 du 26 janvier 2015 p.106, *Les pouvoirs du juge des installations classées en matière de régularisation des vices de procédure*, par Tristan Pouthier

La gazette des communes - Hors-série du 26 janvier 2015, *Code des marchés publics 2015 – Annoté et commenté*, par Jérôme Michon

Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment n° 5800 du 23 janvier 2015 p.47, *La prolongation de validité des permis mériterait d’être pérennisée*, interview d’Elsa Sacksick par Sophie d’Auzon

Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment n° 5800 du 23 janvier 2015 p.48, *Mandat loi Alur ou mandat loi MOP, comment choisir ?*, par Walter Salamand

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 4, 26 Janvier 2015, n° 2021, *Les règles du gabarit-enveloppe des constructions devant le Conseil d’État*, conclusions de Maud Vialettes

### **Presse**

**Loi Macron : trois motifs de discorde**

[Emmanuel Macron dispute un marathon parlementaire sur un sentier parsemé de chausse-trappes. Depuis lundi 26 janvier, le ministre de l’économie défend à l’Assemblée nationale son projet de loi sur « la croissance, l’activité et l’égalité des chances économiques », un long chapelet de mesures protéiformes qui cherchent à briser les « verrous » posés sur les entreprises.](#)

Source : le Monde du 26/01/2015

Une large majorité de Français estiment que la loi Macron mérite d'être votée

[Le débat sur la loi Macron débute ce lundi à l'Assemblée. Les députés ont déposé 3.000 amendements. Le vote solennel est prévu pour le 10 février.](#)

Source : les Echos du 26/01/2015

La loi Macron en deuxième semaine à l'Assemblée

[Après le travail de la semaine dernière en commission, le projet de loi pour la croissance et l'activité porté par le ministre de l'Economie est examiné par les députés à partir aujourd'hui.](#)

Source : le Parisien du 26/01/2015

Loi Macron : les «frondeurs» du PS ne renoncent pas

[Même s'ils reconnaissent que les attentats les obligent à la modération, les frondeurs du PS publient ce lundi une liste de réformes qu'ils jugeraient préférables à la loi Macron. «Les Echos» en ont obtenu copie.](#)

Source : les Echos du 25/01/2015

Grand Paris : la mutualisation des moyens financiers attendra 2021

[Au Sénat, vendredi 23 janvier, le gouvernement a sauvé son projet au prix d'un compromis avec les maires](#)

Source : le Monde du 24/01/2015

La mairie de Paris et Unibail préparent une nouvelle tour Triangle

[EXCLUSIF - Après le vote négatif fin 2014, une nouvelle programmation avec deux fois plus de surface hors-bureaux sera bientôt présentée à la mairie. L'ajout d'un hôtel 4 étoiles et un incubateur d'entreprises suffira-t-il à récupérer 3 voix lors d'un prochain vote au printemps ?](#)

Source : les Echos du 22/01/2015